

28 novembre 2023

(23-8047)

Page: 1/5

**Comité du commerce et du développement
Session extraordinaire
Comité des négociations commerciales**

Original: anglais

DOCUMENT DU G-90 POUR LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT (SESSION EXTRAORDINAIRE DU CCD) SUR DES PROPOSITIONS CONCERNANT LE TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ DANS LE CADRE DES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'AFRIQUE DU SUD AU NOM DU GROUPE AFRICAIN,
DU GROUPE DES PMA ET DE L'ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE,
DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE (OEACP)

La communication ci-après, datée du 22 novembre 2023, est distribuée à la demande de la délégation de l'Afrique du Sud au nom du Groupe africain, du Groupe des PMA et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).

1 INTRODUCTION

1. Le G-90 présente les propositions ci-après conformément à l'instruction donnée au paragraphe 2 du document final de la douzième Conférence ministérielle (CM12) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (WT/MIN(22)/24-WT/L/1135). La présente contribution a pour but de faire avancer les travaux liés au réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) en vue de les renforcer et les rendre plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles, conformément au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha.

2. Les propositions de texte présentées en rapport avec l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC) sont fondées sur la communication présentée par le G-90 à la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement (Session extraordinaire du CCD), reproduite dans le document JOB/TN/CTD/2-JOB/TNC/106, dans le cadre des 10 propositions axées sur des accords particuliers que le G-90 présente pour des négociations en vue d'obtenir des résultats pour la CM13 au plus tard, conformément à la feuille de route qu'il a proposée et présentée à la Session extraordinaire du CCD et qui a été approuvée ultérieurement par le Comité à sa réunion du 20 mars 2023.

2 RAISON D'ÊTRE DES PROPOSITIONS DU G-90 AXÉES SUR DES ACCORDS PARTICULIERS

3. Le G-90 rappelle les principes clés ci-après pour la réalisation de l'objectif consistant à faire en sorte que les dispositions relatives au TSD soient précises, efficaces et opérationnelles, conformément au mandat de négociation:

- Le TSD pour les pays en développement et les pays les moins avancés fait partie intégrante de l'architecture du système commercial multilatéral et constitue un droit ancré dans les traités.
- Le mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration de Doha et réaffirmé à la CM12 consiste à examiner les dispositions relatives au TSD prévues dans les accords visés en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles.

4. Le G-90 ne cherche pas à obtenir des exemptions générales des engagements, mais à assurer la mise en œuvre effective des dispositions existantes en matière de TSD. Les propositions visent à concrétiser les engagements pris collectivement par les Membres de l'OMC au titre de plusieurs Accords de l'Organisation consistant à faciliter l'intégration effective des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) dans le système commercial multilatéral.

5. Le TSD ne se limite pas aux périodes de transition, au renforcement des capacités et à l'assistance technique, mais devrait être intrinsèquement intégré dans les règles commerciales pour ménager aux pays en développement et aux PMA une certaine flexibilité dans les moyens d'action pour atteindre leurs objectifs de développement, dans un climat de certitude.

6. Les propositions du G-90 ont été élaborées en vue d'assurer la stabilité, la prévisibilité et la transparence dans la mise en œuvre des dispositions existantes en matière de TSD, et de renforcer ainsi un domaine clé du système commercial multilatéral en faveur des intérêts des pays en développement, y compris les PMA. Ces propositions sont le résultat de délibérations minutieuses et approfondies entre les membres du G-90, tenant compte des besoins des Membres à différents niveaux de développement.

3 ARGUMENTS EN FAVEUR DU RENFORCEMENT DES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ AU TITRE DE L'ACCORD SUR LES MIC

7. La transformation structurelle, y compris l'industrialisation et la diversification économique, reste un objectif essentiel pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA), et elle est nécessaire pour atteindre les objectifs en matière de développement, parmi lesquels l'allègement de la pauvreté et la transition vers une économie durable. Pour mener à bien cet effort, il est indispensable d'accroître la productivité manufacturière ainsi que la production et l'exportation de produits à valeur ajoutée supérieure. Or actuellement, de nombreux pays en développement sont toujours tributaires des produits de base (voir l'annexe 1), et les produits primaires restent prédominants dans les exportations de bon nombre de ces pays.¹ Selon le rapport de la CNUCED intitulé *L'état de la dépendance à l'égard des produits de base en 2023*, "95 des 142 pays en développement (66,9%) étaient considérés comme tributaires des produits de base au cours de la période 2019-2021".²

8. Dans ce contexte, et selon la CNUCED, la part des pays en développement dans les exportations mondiales n'était encore que de 42% en 2022³, alors que plus de 70% de la population mondiale vit dans ses pays. La part des PMA dans les exportations mondiales avoisinait 1% en 2022.⁴ La cible 17.11 des Objectifs de développement durable (ODD) est d'"accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020".⁵ Lorsque les ODD ont été adoptés⁶, la part des PMA dans les exportations mondiales était de 0,9%; en 2022, elle n'a atteint que 1%⁷, de sorte que l'objectif des 1,8% pour 2020 a déjà été manqué.

9. Les pays en développement et les PMA ont de grandes difficultés pour mener à bien la diversification économique et renforcer leur résilience économique, sociale et environnementale. En raison de termes de l'échange défavorables et d'une dépendance continue aux exportations de produits de base⁸, la plupart de ces pays sont devenus vulnérables et enregistrent de façon chronique des déficits ou de faibles excédents de leur compte courant. Les solutions sont souvent limitées par les règles commerciales actuelles, qui ont été conçues en absence de bon nombre de pays en développement et sans tenir compte de leurs besoins de développement à plus long terme.

¹ CNUCED, *L'état de la dépendance à l'égard des produits de base en 2023*. Voir: <https://unctad.org/fr/publication/letat-de-la-dependance-legard-des-produits-de-base-en-2023>.

² Idem.

³ <https://sdgpulse.unctad.org/trade-developing-economies/>.

⁴ <https://sdgpulse.unctad.org/trade-developing-economies/>.

⁵ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/globalpartnerships/>.

⁶ En 2015, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda-retired/>.

⁷ <https://sdgpulse.unctad.org/trade-developing-economies/>.

⁸ C'est-à-dire dans les cas où les produits de base représentent en moyenne plus de 60% de la valeur des exportations.

10. Les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) reprennent de l'importance dans la panoplie de politiques dont les pays en développement ont besoin aujourd'hui pour atteindre leurs objectifs de développement, qui nécessitent une industrialisation et une transformation structurelle, tout en permettant une transition juste vers des économies et des sociétés résilientes au changement climatique. La CNUCED a lancé un appel en faveur d'une "industrialisation basée sur l'utilisation minimale de machines alimentées par des combustibles fossiles et mettant l'accent sur la production locale pour répondre aux besoins essentiels" et de "politiques industrielles coordonnées fondées sur la propriété intellectuelle et sur les technologies disponibles dans les pays du Sud".⁹ Par conséquent, les MIC revêtent une importance particulière du fait que les gouvernements sont appelés à prendre des mesures ayant de multiples objectifs, y compris rendre possible l'industrialisation, tout en cherchant à remplacer les énergies à forte intensité de carbone par des énergies propres.

11. Plus récemment, dans le contexte de la polycrise, les gouvernements de nombreuses économies développées ont mis en œuvre des politiques et des mesures industrielles que l'on pourrait qualifier de mesures commerciales liées à l'investissement pour remédier à l'inflation ou opérer les transformations nécessaires en vue de faire face à la crise climatique, mesures qui créent dans certains cas des tensions avec les règles de l'OMC. Par exemple, les mesures adoptées par les États-Unis au titre de la Loi sur la réduction de l'inflation, qui comportent des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, montrent concrètement que des instruments de politique qui ont été limités par les règles de l'OMC continuent d'être nécessaires pour permettre une industrialisation et une transformation économique structurelle destinées à atteindre des objectifs en matière de climat et d'environnement. Les pays développés ont de nouveau recours à de telles mesures, au moyen d'interventions unilatérales, alors qu'elles sont en tension avec les règles de l'OMC, et sans tenir compte de leur impact sur les pays en développement. Il faut aussi rappeler qu'ils ont eu largement recours à des mesures de ce type pendant la période de leur industrialisation.¹⁰

12. Les pays en développement demandent depuis longtemps un réexamen des règles de l'OMC qui leur permette, ainsi qu'aux PMA, de disposer d'une marge de manœuvre pour utiliser ces instruments de politique essentiels à leur trajectoire de développement et d'industrialisation, de créer plus de valeur ajoutée intérieure et de réduire leur dépendance aux exportations de produits primaires. La proposition du G-90 permettra au pays en développement et aux PMA d'appliquer dans de meilleures conditions des politiques axées sur l'industrialisation, la transformation structurelle et la diversification de leurs économies, afin de répondre aux enjeux climatiques, d'élever le niveau de vie de leur population et de s'intégrer durablement dans le système commercial multilatéral. Cette proposition pourrait aussi soutenir l'intégration des MPME dans le commerce mondial. Elle est devenue d'autant plus pertinente dans le contexte des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 qu'elle contribuera au développement des capacités industrielles et manufacturières des pays en développement et des PMA, ce qui leur permettra d'améliorer leurs réponses et de renforcer leur résilience face à d'autres crises similaires.

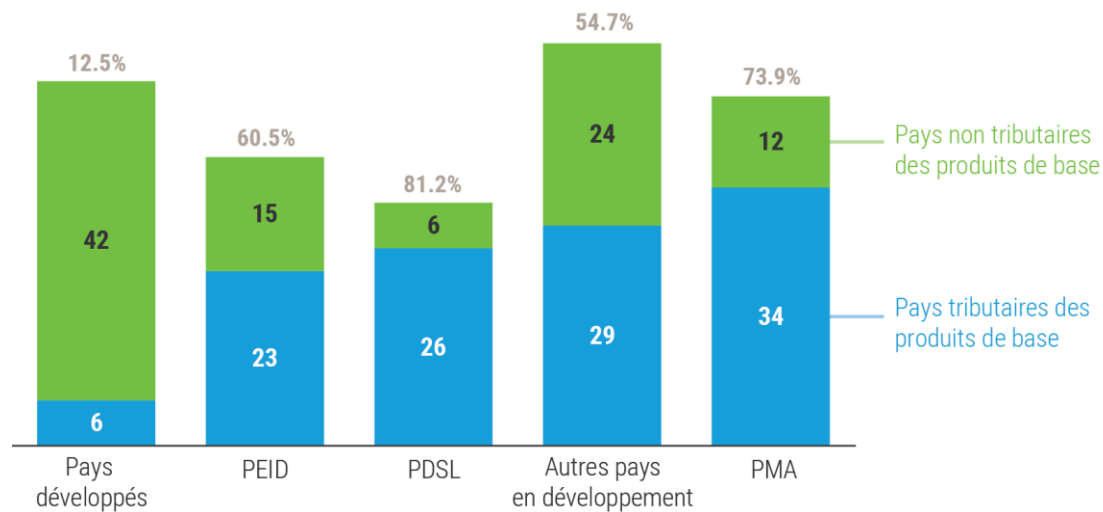
13. À ce titre, le G-90 propose que les pays en développement puissent déroger temporairement aux dispositions de l'article 2 de l'Accord sur les MIC afin d'introduire de nouvelles mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises (voir l'annexe 2). La flexibilité est uniquement destinée aux mesures nécessaires pour un ensemble d'objectifs clairement spécifié (par exemple accélérer l'industrialisation, progresser dans les chaînes de valeur, stimuler le développement et le transfert de technologie, remédier à la fracture numérique et moderniser les capacités manufacturières locales des petites et moyennes entreprises pour qu'elles contribuent à la création d'emplois, favoriser les méthodes ou produits respectueux de l'environnement et le développement de régions géographiquement défavorisées ...). Il importe de noter que ces mesures seront temporaires et associées à des dispositions relatives à la transparence au moyen de notifications au Conseil du commerce des marchandises. Une flexibilité spéciale est proposée pour les PMA tant qu'ils conservent leur statut.

⁹ <https://unctad.org/tdr2022>.

¹⁰ Kumar, N. et Gallagher, K., 2007, "Relevance of Policy Space for Development: Implications for Multilateral Trade Negotiations". New Delhi: Research and Information System for Developing Countries. Voir aussi Kumar, N., 2005, "Performance requirements as tools of development policy: Lessons from developed and developing countries. Putting Development First".

ANNEXE 1

Dépendance vis-à-vis des produits de base par groupe de développement, 2019-2021 (en pourcentage du groupe de développement et en nombre de pays à l'intérieur de chaque groupe)



Source: CNUCED, 2023.

ANNEXE 2**SUGGESTIONS DE LIBELLÉ POUR L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT
LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE**

1. Nonobstant les obligations au titre des articles 4 et 5 de l'Accord sur les MIC et des articles III et XI du GATT, les Membres conviennent que les pays en développement seront libres de déroger temporairement aux dispositions de l'article 2 de l'Accord sur les MIC et d'introduire de nouvelles mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises, conformément aux dispositions suivantes:
 - a. Les mesures notifiées par les pays en développement au titre de la présente disposition prendront effet pour une période initiale ne dépassant pas 15 ans ou jusqu'au moment où ces objectifs ont été atteints dans le pays en développement concerné (la durée la plus courte étant retenue), à la condition que les mesures retenues remplissent l'un des objectifs ci-après:
 - i. accélérer l'industrialisation et parvenir à une transformation socioéconomique;
 - ii. améliorer et moderniser les capacités manufacturières locales des petites et moyennes entreprises pour qu'elles contribuent davantage à la création d'emplois;
 - iii. développer les capacités de production nationales dans les secteurs à forte valeur ajoutée ou à forte intensité de technologie;
 - iv. stimuler et faciliter le transfert ou le développement au niveau local de technologies;
 - v. promouvoir la concurrence intérieure et/ou remédier aux pratiques commerciales restrictives;
 - vi. promouvoir les achats aux régions défavorisées afin de réduire les disparités régionales sur leur territoire et soutenir le développement des régions géographiquement défavorisées;
 - vii. encourager des méthodes ou produits écologiques et contribuer au développement durable;
 - viii. accroître la capacité d'exportation dans les cas où des déficits structurels des comptes courants causeraient ou menaceraient de causer une réduction marquée des importations;
 - ix. combler le fossé numérique dans la production industrielle.
 - b. Si, à la fin de la période initiale, les objectifs visés par la mesure ne sont pas atteints, le pays en développement Membre qui prend les mesures visées au paragraphe 1 pourra demander une prolongation. Il est entendu que le Conseil du commerce des marchandises accordera, sur la demande du pays en développement Membre, les prolongations demandées.
 2. Les pays les moins avancés (PMA) Membres pourront adopter et maintenir des mesures qui dérogent à leurs obligations dans le cadre de l'Accord sur les MIC. Les Membres conviennent que les PMA ne seront pas tenus de mettre en œuvre, d'appliquer ou de faire respecter les dispositions de l'Accord sur les MIC aussi longtemps qu'ils auront le statut de PMA.
 3. Les pays en développement qui prennent les mesures visées au paragraphe 1 notifieront les nouvelles mesures concernant les investissements et liées au commerce des marchandises au Conseil du commerce des marchandises au plus tard six mois après l'adoption de ces mesures.
-